



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 1 – 23 mars 2021

SOMMAIRE

Royaume-Uni

- Selon les premières estimations britanniques, les exportations de produits alimentaires et de boissons vers l'UE ont chuté de 65 % sur un an en janvier
- Pour la *Trade and Agriculture Commission*, le gouvernement doit trouver un équilibre entre le libre-échange et la protection des normes
- Le Defra dévoile le programme pilote de subventions pour les agriculteurs liées à des mesures de préservation de l'environnement
- Asda demande à ses 150 principaux fournisseurs de fixer de nouveaux objectifs en matière d'émissions de carbone d'ici à la fin de 2022
- Une nouvelle route maritime directe entre le Maroc et le Royaume-Uni
- Pêche : baisse des débarquements de 24% en 2020

Irlande

- Une initiative nationale souligne le rôle positif que les agriculteurs peuvent jouer dans la conservation de la biodiversité sur leurs terres
- Lancement d'une nouvelle stratégie pour le secteur forestier
- Réouverture du programme d'agriculture biologique
- Food Drink Ireland : des prix plus élevés et un choix plus limité de denrées alimentaires depuis la fin de la période de transition
- Création du Comité de développement rural de l'Irlande pour l'Afrique (IARDC)

Pays-Bas

- Le Sénat a approuvé le projet de loi pour réduire les émissions d'azote
- Le ministère chargé de l'agriculture publie le rapport « Community 2020 »
- La LTO, principal syndicat agricole néerlandais, souhaite la création de nouvelles terres agricoles par poldérisation en mer du Nord
- Avancées des initiatives pour la promotion d'aliments à faible impact sur l'environnement
- Forte augmentation de la production d'avoine, alternative aux produits laitiers

Pour aller plus loin : BREXIT

Nouveau calendrier de mise en œuvre des contrôles SPS britanniques et les liens ressources pour préparer son entreprise au Brexit

ROYAUME-UNI

Selon les premières estimations britanniques, les exportations de produits alimentaires et de boissons vers l'UE ont chuté de 65 % sur un an en janvier

Les chiffres montrent que l'alimentation et les boissons sont l'un des secteurs les plus touchés par les nouvelles perturbations, les exportations vers l'UE étant passées de 1,2 Md£ en janvier dernier à 399 M£ pour le même mois de cette année. Les exportateurs de fruits de mer ont été les premiers touchés, les exportations vers l'UE ayant chuté de 76 %, passant de 25 M£ à 5,8 M£. Les exportations de viande et de produits laitiers sont également concernés, avec une baisse des exportations de 61 % et 53 % respectivement.

Les importations de produits alimentaires et de boissons en provenance de l'UE ont chuté de 19 % par rapport à janvier 2020. Les exportations de produits alimentaires et de boissons britanniques vers le reste du monde ont diminué de 12 %, et les importations de 4 %.

Pour la Trade and Agriculture Commission, le gouvernement doit trouver un équilibre entre le libre-échange et la protection des normes

La Commission du commerce et de l'agriculture (TAC), créée l'été dernier suite notamment à une pétition de la National Farmers' Union (NFU) en juin 2020, signée par plus d'un million de personnes demandant au gouvernement de préserver les normes élevées du Royaume-Uni dans les futurs accords commerciaux, a publié le 2 mars seize recommandations. Le rapport appelle à la définition d'une stratégie

commerciale cohérente et explicite englobant à la fois les accords de libre-échange (ALE) et la politique commerciale générale, une approche des importations axée sur les normes de production élevées du Royaume-Uni et un Conseil des exportations de produits alimentaires et de boissons pour favoriser une approche collaborative et ciblée des marchés étrangers en expansion. La commission indique que cela impliquera des compromis et des décisions difficiles alors que le gouvernement est en train de définir sa nouvelle politique commerciale en tant qu'Etat indépendant.

Le Defra dévoile le programme pilote de subventions pour les agriculteurs liées à des mesure de préservation de l'environnement

Les détails du premier programme pilote de subventions agricoles nationales en Angleterre, destiné à récompenser les agriculteurs pour la réalisation d'actions bénéfiques pour l'environnement et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ont été dévoilés, alors que le Gouvernement cherche à tester plusieurs options avant le déploiement national prévu à partir de 2024. L'incitation à l'agriculture durable (*Sustainable Farming Incentive*) est le premier des trois projets pilotes envisagés par le Gouvernement pour remplacer, après le Brexit, le cadre juridique de la politique agricole commune (PAC) de l'UE. Le projet anglais vise à inciter les agriculteurs à adopter des mesures positives pour le bien commun (*public goods*) en améliorant la qualité des sols, de l'air et de l'eau, en renforçant les systèmes de défense contre les inondations ou en stockant le carbone grâce à des solutions fondées sur la nature. Les agriculteurs anglais appellent à ce que ce projet pilote permette de tester que les programmes qui seront mis en œuvre soient opérants et accessibles à toutes les entreprises agricoles. Les détails des deux autres projets pilotes de

subventions agricoles en cours d'élaboration - *the Local Nature Recovery* et *Landscape Recovery* - devraient être publiés plus tard dans l'année.

Asda demande à ses 150 principaux fournisseurs de fixer de nouveaux objectifs en matière d'émissions de carbone d'ici à la fin de 2022

Lors d'une conférence virtuelle des fournisseurs, la chaîne de supermarchés a demandé à ses producteurs de "faire ce qui est bon pour les clients" en faisant preuve de transparence quant à son impact sur le changement climatique. Il a exhorté les fournisseurs à fixer des objectifs, s'ils ne l'avaient pas déjà fait, couvrant les émissions directes des entreprises elles-mêmes. Asda a également annoncé de nouveaux objectifs pour ses propres émissions.

Une nouvelle route maritime directe entre le Maroc et le Royaume-Uni

Le service sera géré par United Seaways et promet de réduire la durée du voyage des marchandises marocaines de plus de six jours par la route à moins de trois jours. Bien qu'il s'agisse dans un premier temps d'offrir un itinéraire alternatif aux camions qui se rendent déjà au Royaume-Uni via l'UE, United Seaways a déclaré qu'elle espérait encourager les importateurs britanniques à s'approvisionner de plus en plus en Afrique du Nord.

L'itinéraire hebdomadaire RoRo sera assuré entre Tanger et Poole sans escale supplémentaire. United Seaways a affirmé que le service serait "à un prix compétitif" par rapport à la route terrestre, même si le navire rentrera probablement vide au Maroc au moins pour commencer. Les fruits et légumes constituent la majorité des exportations marocaines vers le Royaume-Uni, bien que les flux soient encore faibles par rapport aux exportations européennes vers le RU. Les importateurs britanniques ont acheté pour 180 M£ de produits frais au Maroc l'année dernière, contre près de 1,8 Md£ pour la seule Espagne. Mais les exportateurs marocains anticipent que les contrôles complets aux frontières pour les denrées qui transiteront par l'UE et qui doivent commencer en juillet risquent de "provoquer un niveau de perturbation que le secteur n'a pas connu depuis des générations".

Pêche : baisse des débarquements de 24% en 2020

Selon des [données provisoires](#) de la MMO, les valeurs totales des débarquements ont diminué de 24% en 2020 par rapport à 2019, avec un total de £583m. Ce sont les coquillages et crustacés qui subissent la plus forte baisse. Ajoutée à cela la valeur des débarquements britanniques à l'étranger, le total de valeurs des débarquements s'élève à £791m, en baisse de 20% par rapport à 2019. Les valeurs des débarquements de bateaux étrangers au RU, un peu moins de £53m, sont en baisse de seulement 1%.

Irlande

Une initiative nationale souligne le rôle positif que les agriculteurs peuvent jouer dans la conservation de la biodiversité sur leurs terres

Une initiative nationale nommée « *Farming for Nature* », lancée en 2017, souligne le rôle positif que jouent les agriculteurs dans la gestion de la biodiversité sur leurs terres, par le biais de courts métrages, podcasts et webinaires. Ce projet a pour objectif de permettre aux agriculteurs de proposer des mesures visant à protéger la biodiversité et à lutter contre le changement climatique. Cette initiative est soutenue par le programme « *Origin Green* » de Bord Bia.

Lancement d'une nouvelle stratégie pour le secteur forestier

Le ministre de l'Agriculture, Charlie McConalogue, et la secrétaire d'État, Pippa Hackett, ont annoncé la nouvelle stratégie intitulée « projet Woodland », qui vise à « faire avancer » le processus de plantation d'arbres. Ils se sont dits « déterminés à [la] mise en œuvre immédiate » des recommandations du nouveau rapport sur la réforme du système irlandais de licences forestières. Cette annonce fait notamment suite aux demandes des agriculteurs et des forestiers pour des mesures contre la crise que traverse l'industrie forestière irlandaise.

Réouverture du programme d'agriculture biologique

Avec la réouverture de ce programme, annoncé par la secrétaire d'État à la biodiversité Pippa Hackett, le gouvernement irlandais espère augmenter de près de 30 % le nombre d'agriculteurs qui cultivent leurs terres biologiquement en Irlande en 2021 (avec l'objectif de 400 à 500 nouveaux agriculteurs). Le programme d'agriculture biologique s'inscrit dans le cadre du programme de développement rural du ministère de l'agriculture. Les agriculteurs peuvent bénéficier de paiements annuels allant jusqu'à 220 euros/ha pendant la période de conversion, et de paiements allant jusqu'à 170 euros/ha lorsqu'ils ont atteint le statut biologique complet. Des taux de paiement plus élevés sont disponibles pour l'horticulture et le travail du sol biologique. Pour mémoire, 1,6% de la surface agricole utile irlandaise est actuellement en agriculture biologique, la moyenne européenne étant de 8,5%.

Food Drink Ireland : des prix plus élevés et un choix limité des denrées alimentaires depuis la fin de la période de transition

Food Drink Ireland, la confédération des entreprises et des employeurs, note que des droits de douane (estimés entre 8 et 30%) sont prélevés sur différentes denrées alimentaires acheminées vers le marché irlandais via la Grande-Bretagne. La pression exercée sur les fabricants pour qu'ils absorbent les coûts

supplémentaires ne serait pas viable à long terme selon Food Drink Ireland.

Création du Comité de développement rural de l'Irlande pour l'Afrique (IARDC)

Le ministre en charge de l'agriculture, Charlie McConalogue, et le ministre des affaires étrangères, Simon Coveney, ont annoncé la première étape de la mise en œuvre des principales recommandations du rapport de l'équipe nationale de travail sur l'Afrique rurale (NTTRA), avec la création du Comité de développement rural de l'Irlande pour l'Afrique (IARDC). L'IARDC sera chargé d'assurer la mise en œuvre des recommandations du rapport NTTRA et cherchera à renforcer la coordination de la contribution existante de l'Irlande à la transformation de l'agriculture et de l'économie rurale africaines. Les deux ministres ont également annoncé la nomination de Tom Arnold au poste d'envoyé spécial du gouvernement irlandais pour les systèmes alimentaires.



PAYS-BAS

Le Sénat a approuvé le projet de loi pour réduire les émissions d'azote

Le gouvernement se félicite de cette étape franchie et précise que la loi, qui vise à réduire les émissions de composés azotés et à rétablir le bon état des espaces naturels sensibles à l'eutrophisation, comprend un dispositif de suivi de l'atteinte de ces objectifs permettant d'ajuster les mesures prises sur une base annuelle. La loi stipule également que les activités entrant précédemment dans le régime de déclaration (qui se trouvaient dans une zone « grise » depuis l'annulation par le Conseil d'État du plan de gestion nitrates « PAS ») sont régularisés. De plus, lorsque des mesures sont nécessaires pour réduire les émissions d'azote dans une zone spécifique, celles-ci donnent lieu à un plan de gestion provincial.

Pour l'agriculture, la loi implique une transition vers des systèmes émettant le moins possible d'azote. Elle prévoit un programme de conversion à l'agriculture durable doté de 175 M€. Un dispositif est également prévu pour les agriculteurs qui souhaitent volontairement mettre fin à leur exploitation.

Le ministère chargé de l'agriculture publie le rapport « Community 2020 »

La Communauté LNV est l'une des initiatives du ministère de l'agriculture, de la nature et de la

qualité alimentaire (« LNV ») visant à entrer en contact direct avec les agriculteurs. Sur cette plateforme en ligne (fermée au public), les agriculteurs néerlandais peuvent discuter entre eux et avec le ministère « LNV » des enjeux agricoles actuels. Le ministère indique notamment que ces informations contribueront à ce que la politique prenne mieux en compte la réalité du terrain. Le rapport « Community 2020 » dresse le bilan des idées les plus importantes qui ont émergé des discussions de la plateforme au cours de l'année écoulée.

La LTO, principal syndicat agricole néerlandais, souhaite la création de nouvelles terres agricoles par poldérisation en mer du Nord

Dans sa *Land Vision 2021*, LTO note que l'agriculture et l'horticulture ont besoin de plus de terres, avec une pression foncière aujourd'hui trop importante. LTO propose de considérer la possibilité de mettre en place de nouveaux polders et que le sujet soit porté par la prochaine coalition. Elle précise que la mise en valeur des terres en mer du Nord ne servirait pas seulement l'agriculture mais également l'urbanisme, les loisirs et la nature.

Avancées des initiatives pour la promotion d'aliments à faible impact sur l'environnement

Arla foods commercialise pour la première fois des produits labellisés comme ayant un impact neutre sur le climat.

Avec l'introduction de "Arla organic climate neutral", la coopérative laitière Arla Foods est la première laiterie à proposer sur le marché néerlandais un produit laitier neutre pour le climat. L'ambition est d'avoir réduit au moins 30 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et d'être complètement neutre sur le plan climatique d'ici 2050.

Par ailleurs, le label "On the way to PlanetProof" a gagné beaucoup de terrain l'année dernière. La part des produits végétaux cultivés conformément aux exigences du label de qualité a augmenté de 26 % et la part des terres gérées de manière plus durable pour les vaches laitières a également légèrement augmenté.

Forte augmentation de la production d'avoine, alternative aux produits laitiers

Les substituts végétaux aux produits laitiers gagnent du terrain. L'avoine est en forte croissance aux Pays-Bas en matière de substituts au lait de vache. Entre 2017 et 2020, la proportion d'avoine, comparée à d'autres ingrédients végétaux comme le soja, l'amande ou le riz, est passée de 9 % à 34 %. En outre, les ventes totales de boissons à base de plantes dans les supermarchés ont augmenté de 31 % l'année dernière. Le lait ordinaire n'ayant augmenté que de 7 %, la proportion de variétés végétales est passée de 11 % à 13 %.

📍 POUR ALLER PLUS LOIN :

Le gouvernement britannique vient de présenter un nouveau calendrier de mise en place des contrôles SPS à l'entrée au RU :

1^{er} janvier 2021 :

- Prénotification et certificats pour animaux vivants, produits germinaux, produits d'origine animale soumis à mesure de sauvegarde
- Prénotification et certificats pour végétaux haute priorité

1^{er} octobre 2021 :

- Prénotification et certificats pour les produits d'origine animale

1^{er} janvier 2022 :

- Contrôles aux frontières pour tous les produits animaux, sauf animaux vivants
- Prénotification et certificats pour les végétaux réglementés

1^{er} mars 2022 :

- Contrôles aux frontières pour les animaux vivants et les végétaux réglementés

Pour vous préparer et anticiper tous les changements, voici plusieurs liens utiles :

Ressources côté France

Lien vers le site du gouvernement : brexit.gouv.fr

Pour les questions qui relèvent du ministère de l'agriculture : agriculture.gouv.fr

Et plus précisément contrôles sanitaires : [cliquer ici](#) et [ici](#)

Le site des douanes françaises pour les formalités douanières : [cliquer ici](#)

La Direction générale des entreprises permet de réaliser un auto-diagnostic Brexit : [cliquer ici](#)

Ressources au niveau européen

Les notices de la Commission européenne avec des informations pour le commerce des biens agroalimentaires (import et export) et notamment sur les formalités sanitaires et phytosanitaires : [cliquer ici](#)

Ressources côté Royaume-Uni

Le gouvernement britannique recense les différentes informations pour les entreprises : [cliquer ici](#)

L'ensemble des formalités douanières sont détaillées dans le « Border operating model » : [cliquer ici](#)

Le ministère britannique en charge de l'agroalimentaire a par ailleurs rassemblé les différents liens utiles pour les entreprises du secteur agro : [cliquer ici](#)

Enfin, « EU exit food hub », site créé par les opérateurs de l'agroalimentaire britannique, actualise régulièrement les informations disponibles : [cliquer ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
Rédacteurs : Julie Poirot, Héroïse Pestel, avec l'appui des services économique de Londres, Dublin et La Haye

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr